

## **L'immigration, nécessité économique et sujet politique sensible**

*di Julia Pascual*

L'arrivée d'immigrés ne suffira pas à compenser le solde naturel négatif à moyen et long termes, selon les dernières projections de l'Insee. Entre discours politiques restrictifs et demande des entreprises, la voie est étroite

C'est un nombre, parmi beaucoup d'autres, dans la grande projection démographique, à l'horizon 2070, réalisée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), publiée lundi 8 juin. Mais c'est un nombre, plus que d'autres, qui constitue une matière politiquement inflammable. Les projections de l'Insee tablent sur un solde migratoire positif (le nombre d'entrées moins le nombre de sorties) de 150 000 personnes par an. Un scénario, tempère l'Insee, à plus ou moins 80 000 personnes, tant la prévision, en la matière, dépend de multiples paramètres.

Le raisonnement est le suivant. Selon l'hypothèse principale de cette étude, la population française devrait décroître à partir de 2037. Face à cette tendance, liée au recul de la fécondité et au vieillissement de la population, l'immigration apparaît incontournable, même si elle ne suffit pas à contrecarrer le déclin. Pour les opposants à l'immigration, c'est cependant la promesse d'un flux dangereux. Pour la plupart des acteurs économiques, qui ont besoin de bras et de cerveaux, c'est à l'inverse du bon sens. Pour les démographes, enfin, c'est le scénario le plus probable, mais en aucun cas une certitude : les politiques publiques, ou des bouleversements géopolitiques, peuvent changer la donne.

### **« Besoin structurel de compétences »**

D'un point de vue démographique, la recherche d'un équilibre de la population n'a pas de justification scientifique. « *En démographie, l'homéostasie* [processus de retour

naturel à l'équilibre] *est un modèle idéologique* », rappelle François Héran, professeur honoraire au Collège de France et ancien directeur de l'Institut national d'études démographiques. Cependant, note-t-il, « *beaucoup de pays engagés dans la seconde transition démographique [espérance de vie élevée et fécondité durablement faible] mènent des politiques d'immigration utilitaristes, à l'image de l'Allemagne, à des fins économiques, car les politiques natalistes ne peuvent enrayer les baisses de population* ».

Outre-Rhin, en effet, où les décès l'emportent sur les naissances depuis 1972, la politique migratoire a permis de faire en sorte que la population, alors de 78,5 millions d'habitants, passe à 84,4 millions en 2023, relève le démographe Hervé Le Bras, dans un article de la revue *Politique étrangère*, de l'IFRI (juin 2026).

La réponse de la France au déclin démographique relèvera d'un choix politique. Et, à moins d'un an de l'élection présidentielle, les candidats déclarés ou pressentis affirment leur position sur l'immigration, souvent dans un sens restrictif. Récemment, le ministre de la justice, Gérald Darmanin, a défendu un « *moratoire* » de trois ans sur l'ensemble des flux, le candidat et ex-premier ministre Gabriel Attal a affirmé vouloir réduire l'immigration familiale au profit de la seule immigration économique, tout comme le candidat Edouard Philippe, qui prône une immigration économique « *choisie et contrôlée* ». Le patron des Républicains, Bruno Retailleau, répète vouloir réduire « *drastiquement* » les arrivées. Le Rassemblement national, lui, laboure depuis longtemps ce terrain.

« *Il y a une méconnaissance très répandue de la classe politique à propos de la migration économique* », regrette Gilles Spielvogel, maître de conférences à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Les acteurs de l'économie plaident en effet, eux, pour plus d'immigration, dans de nombreux secteurs.

« *Le premier frein à la réindustrialisation de la France, ce sont les tensions dans le recrutement*, souligne par exemple Philippe Mutricy, directeur des études de la banque publique d'investissement Bpifrance. *On fait face à un besoin structurel de compétences, surtout au niveau des techniciens et des ouvriers qualifiés.* » « *Dire qu'on ne veut plus d'immigrés, c'est une bêtise économique immédiate*, appuie Michel Picon, le président de l'Union des entreprises de proximité (U2P), qui représente les artisans,

les commerçants et les professions libérales. *Dans la restauration, l'hôtellerie, le bâtiment, les services à la personne... répondre à nos besoins passe par l'immigration. »*

L'U2P fait partie des organisations patronales qui, au côté de syndicats de salariés, ont été reçues le 26 mai par les ministres du travail et de l'intérieur pour aborder la question migratoire. Lors de cette réunion, les difficultés rencontrées par les entreprises et les travailleurs migrants dans les démarches d'obtention ou de renouvellement de titres de séjour ont été abordées. Un sujet sur lequel, après le passage Place Beauvau de Bruno Retailleau, tenant d'une ligne dure, son successeur Laurent Nuñez entend faire « *bouger les lignes* ». Un décret et une circulaire sont attendus, pour simplifier les démarches d'autorisation de travail des immigrés et la régularisation de ceux exerçant, sans papiers, une activité salariée. « *On a besoin d'une immigration de travail dans ce pays* », a aussi défendu lundi sur LCP le ministre du travail, Jean-Pierre Farandou.

#### **« Plus stratégique aujourd'hui »**

L'observation n'a rien de nouveau. Le 29 avril, l'Union européenne a adopté un règlement sur la création d'un réservoir de talents, visant à faciliter la venue de travailleurs étrangers qualifiés. « *Compte tenu de l'ampleur actuelle des pénuries sur le marché du travail et des évolutions démographiques (...), la migration légale et ordonnée est essentielle pour (...) garantir la qualité des systèmes de protection sociale, la compétitivité et une croissance économique soutenue* », affirme le règlement dans son introduction.

« *Dans un marché mondialisé des talents, dans lequel 75 % des employeurs dans le monde disent avoir des difficultés à recruter, l'immigration est plus stratégique aujourd'hui qu'hier* », soutient Violaine Jaussaud, avocate au sein de Vialto, un cabinet spécialisé dans la mobilité internationale.

Selon une note de conjoncture internationale de l'Insee, parue en décembre 2025, « *les dynamiques migratoires ont largement soutenu l'emploi depuis 2019 dans trois des principales économies européennes* » – l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie.

D'après le dernier rapport au Parlement sur les étrangers en France, il y avait fin 2024 plus de 450 000 titres de séjour en cours de validité émis pour un motif économique, sur un ensemble de 4,3 millions. Ce volume a quadruplé en dix ans. « *La tendance est*

*forte* », convient Ludovic Guinamant, sous-directeur du séjour et du travail au sein du ministère de l'intérieur.

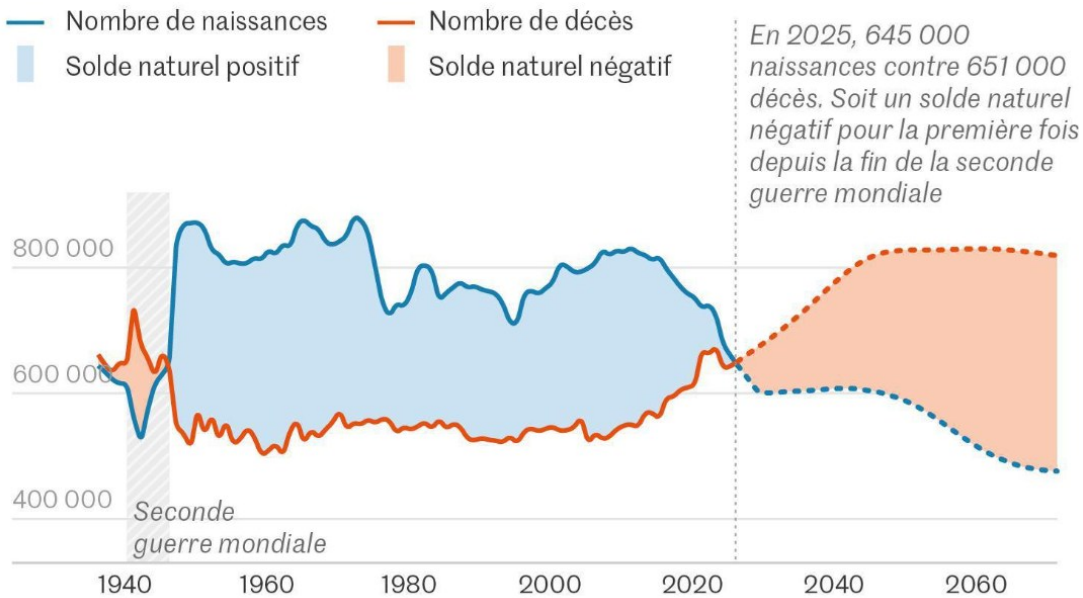
Axelle Bodmer, secrétaire générale de l'Union des armateurs à la pêche de France, raconte par exemple comment, chaque année, « *le nombre de marins étrangers progresse* », en provenance d'Espagne, du Portugal, mais aussi, de plus en plus, du Sénégal et de l'Indonésie. « *Il faut compléter les équipages pour éviter que les bateaux restent à quai* », explique-t-elle. En cause : la désaffection pour un métier difficile. Pour faciliter le recours à ces travailleurs, l'organisation a plaidé auprès du ministère de l'intérieur pour que les métiers de matelot et de mécanicien figurent dans les listes des métiers en tension révisées en 2025, dans des régions comme la Bretagne, ce qui permet un allègement des procédures de recrutement des ressortissants extra-européens.

C'est aussi ce dont bénéficie le Seasonal Businesses in Travel (SBIT), un syndicat britannique d'entreprises de voyages qui fait venir des travailleurs dans les stations de ski alpines, où les métiers de l'hôtellerie sont classés « *en tension* ». En 2025, les quelque 1 400 Britanniques employés dans ces stations ont représenté le troisième contingent de saisonniers étrangers en France.

Pour consolider leurs ressources humaines, certains secteurs ont entrepris de structurer, depuis plusieurs années, des filières de recrutement à l'étranger. A l'image de l'agriculture, qui ne tournerait pas sans l'apport de plus de 10 000 saisonniers marocains et 3 000 tunisiens. « *Le travail de la terre a toujours été dur et a attiré les groupes de population les plus pauvres*, constate Sylvestre Bertucelli, le directeur de Légumes de France, qui représente 32 000 exploitations pour lesquelles il a participé au recrutement de quelque 800 ouvriers agricoles marocains en 2025. *Sur les dix dernières années, on a recruté beaucoup de Polonais, puis des Roumains, des Bulgares, des Moldaves. Au fur et à mesure que leur niveau de vie augmentait, ils sont allés faire autre chose.* » Le manque de main-d'œuvre est toujours important.

## Un solde naturel qui plonge, tout d'abord en raison d'une hausse des décès, puis d'une chute des naissances

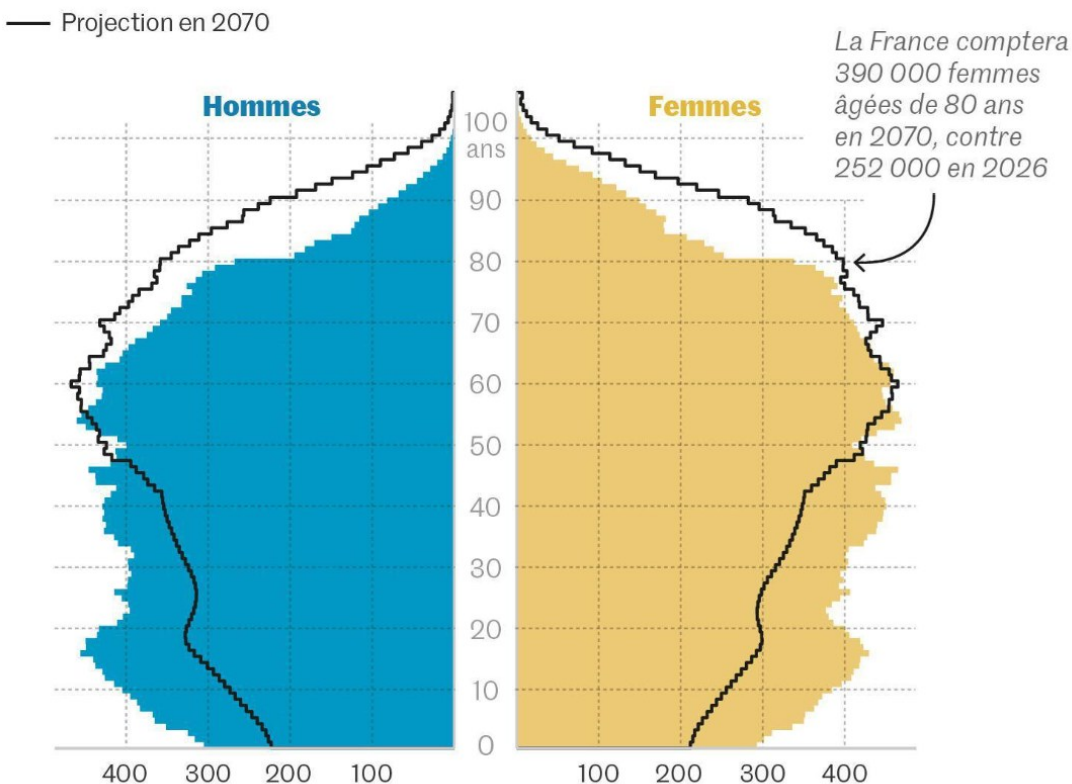
Solde naturel de la population française, puis projection jusqu'en 2070, selon le « scénario central » établi par l'Insee



Nombre de naissances et de décès en France métropolitaine jusqu'en 1994, France hors Mayotte de 1995 à 2013, France entière dès 2014.

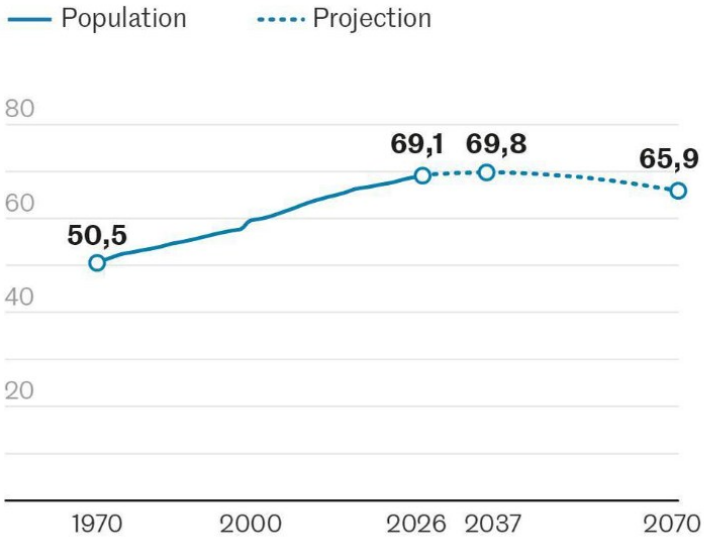
## Une France toujours plus âgée en 2070

Pyramide des âges en 2026 et en 2070 selon le scénario central de l'Insee, effectifs par âges, en milliers



## Un pic attendu en 2037 avant une baisse démographique

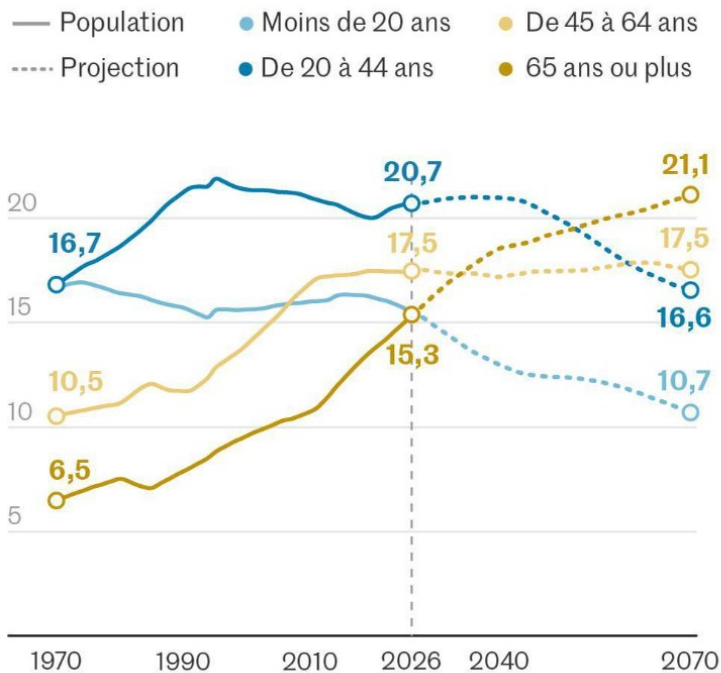
Projection de la population française jusqu'en 2070, selon le scénario central établi de l'Insee, en millions d'habitants



Chiffres pour la France métropolitaine jusqu'en 1995, pour la France entière à partir de 1996.

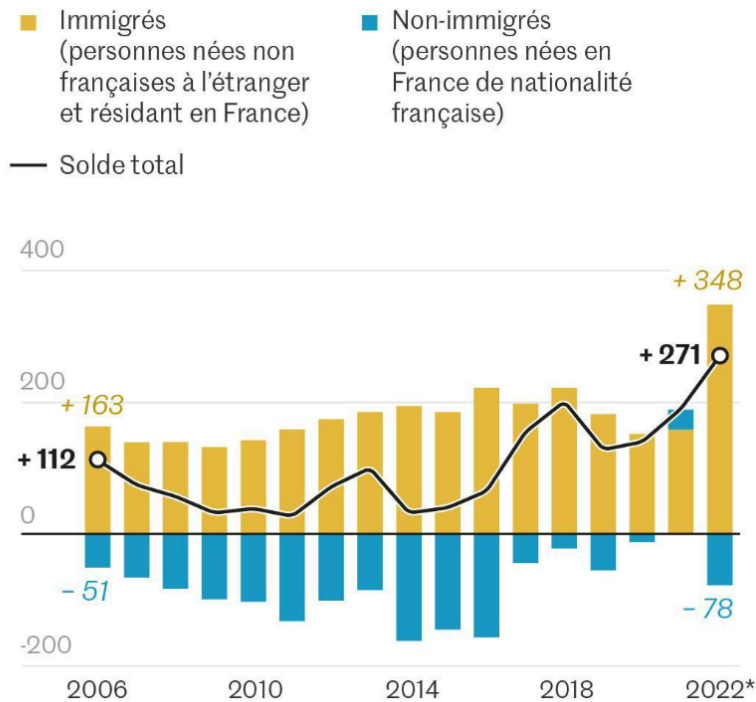
## Les plus de 65 ans deux fois plus nombreux que les moins de 20 ans en 2070

Projection de la population française jusqu'en 2070 par tranches d'âge, selon le scénario central établi par l'Insee, en millions d'habitants



## Un solde migratoire historiquement haut

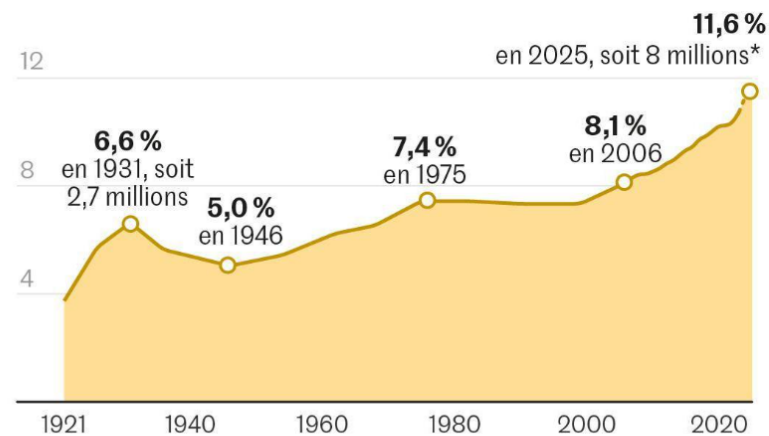
Solde migratoire annuel (différence entre les entrées et les sorties du territoire) par catégories de population, en milliers



France hors Mayotte jusqu'en 2013, Mayotte incluse ensuite.  
\* Sorties et soldes non disponibles pour 2023 et 2024.

## L'importance croissante des immigrés dans la population

Part des immigrés dans la population totale, en pourcentages



Métropole de 1921 à 1982, hors Mayotte de 1990 à 2013, Mayotte incluse ensuite.

\* Les données de 2024 et 2025 sont provisoires et non directement comparables à celles des années précédentes, en raison d'une amélioration dans le recensement